



Diplomaties et femmes aux XXe et XXIe siècles : nouvelles ouvertures historiographiques

Journée d'étude organisée dans le cadre du parcours en Master Histoire « Relations internationales, mondialisations et interculturalités », Université de Rennes 2, Unité de recherche Tempora

14 Mai 2024

Coordinateurs de la journée d'étude : Dorothea Bohnekamp et Luc Chantre

Aujourd'hui, l'importante présence féminine sur la scène internationale est d'autant plus impressionnante¹ que l'on mesure à quel point leur accès aux métiers diplomatiques fut un chemin long et semé d'embûches au cours du XXe siècle, tellement leur intégration dans les chancelleries était difficilement admise. Au début du XXe siècle, la diplomatie était encore un monde d'hommes ; force est de rappeler l'absence historique des femmes – mises à part les souveraines – dans la décision et l'exécution de politiques étrangères et leur rôle longtemps joué à l'ombre, quoique souvent influent. Souvent cantonnées au rôle d'épouses de diplomates, elles ont néanmoins su contribuer aux missions de ces derniers en matière de travail de représentation et de pouvoir d'influence exercé à l'étranger, et ce à travers l'établissement d'un vaste réseau de sociabilités transnationales. Initialement recrutées, au début du siècle dernier, comme employées dans les chancelleries, les femmes commençaient à entrer progressivement dans les carrières diplomatiques dans la deuxième moitié du XXe siècle (en France à partir de 1945, année de leur admission à l'ENA), formant comme un écho aux revendications féministes et aux bouleversements internationaux créés par les deux conflits mondiaux. En France, à la fin des années 1920, les concours du Quai d'Orsay se mirent à s'ouvrir, encore timidement, aux femmes, la Société des nations, et dans une moindre mesure la révolution bolchévique, ayant entretemps joué un rôle catalyseur, en propulsant les carrières féminines : en effet, c'est en 1922 que la première femme ambassadeur, Alexandra Kollontaï, nommée par le pouvoir bolchevique, prit son poste à Oslo².

Or, le souffle déterminant vint de la démocratisation des carrières diplomatiques, consécutive la Seconde guerre mondiale, impulsée aussi par des institutions internationales, l'ONU et les institutions européennes en tête. Il n'en reste pas moins que leur montée en puissance collective est récente : c'est seulement à partir des années 1970/1980 que leur intégration s'amorce à toutes les échelles des corps diplomatiques et consulaires et /ou des organisations internationales. En réponse à l'intérêt croissant porté aux questions d'inégalité entre hommes et femmes, puis aux premières incitations législatives (la loi Sauvadet fut adoptée en 2012 en France) favorables à une représentation paritaire au sein des chancelleries, les femmes sont devenues, depuis les années 2000, de plus en plus visibles, pour ne pas dire réellement puissantes sur la scène internationale. Toutefois, les appels à l'égalité, attribuant souvent aux femmes des qualités particulières, censées imprimer de nouvelles pratiques diplomatiques, risquent aussi d'« essentialiser » des enjeux de pouvoir, par nature dénués de questions de genre. Dans ce contexte, l'adoption de politiques étrangères féministes, portée d'abord par Margot Wallström, Ministre suédoise des affaires étrangères en 2014, puis par la France en 2019, et enfin par Annalena Baerbock, Ministre allemande des Affaires étrangères en 2023, était censée fixer de nouvelles priorités axées sur l'égalité et la défense des libertés et droits des femmes dans le jeu des relations

¹ Rien que dans la diplomatie française, dirigée aujourd'hui par Mme Catherine Collona, l'on compte à l'heure actuelle pas moins de 30% d'ambassadrices et de 45% de femmes dans le haut encadrement en administration centrale.

² En France, c'est Suzanne Borel, la première femme entrée au Quai d'Orsay en 1930.

internationales. Cependant, face aux violences faites aux femmes dans les pays où leurs droits sont ouvertement bafoués (Iran, Afghanistan), l'absence de réaction internationale ouvertement féministe interroge sur les périmètres d'action d'une telle politique au-delà de sa visée rhétorique.

Au vu de cette évolution de la féminisation des carrières, il peut paraître étonnant que le croisement entre l'histoire des relations internationales et celle des femmes soit encore une tendance historiographique récente, appelée à s'approfondir, telle une caisse de résonance face à l'entrée massive des femmes dans les métiers diplomatiques depuis 2002. Si ce nouveau courant s'intéresse prioritairement aux activités de ces dernières dans les chancelleries et organisations internationales/non-gouvernementales, il participe en tout cas de plein pied à l'écriture de cette nouvelle histoire diplomatique que les historiens appellent de leurs vœux. L'objectif de cette journée d'étude sera d'enrichir cette dernière en proposant des grilles de lectures, pistes de recherche et des approches historiques novatrices pour appréhender autrement, et à différentes échelles, la place et le rôle des femmes dans les relations internationales, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis, au Proche et Moyen Orient, en Amérique latine ou en Asie. Trois axes de travail seront privilégiés :

Tout d'abord, dans une perspective sociale et culturelle, les thématiques abordées pourraient être attentives aux sociabilités des femmes à l'international, qu'elles soient formelles ou informelles, et leur rôle joué dans un monde diplomatique encore exclusivement (ou presque !) masculin. Sous cet angle, la fonction des amitiés personnelles et professionnelles, tissées à l'étranger, souvent dans le cadre cette « culture du salon », si chère au travail de rayonnement, pourrait être soulignée. A cet égard, il pourrait s'avérer judicieux de s'intéresser également aux différents espaces de la diplomatie, publics et privés, et aux modes de circulation entre les deux effectués par les femmes. D'ailleurs quand on songe au rôle fondamental des épouses de diplomates, l'on pourrait aussi s'interroger sur leur quotidien dans les représentations étrangères : quels effets les expatriations multiples avaient-elles sur elles et leurs familles ? Quel était le partage des tâches diplomatiques entre époux et épouses (réceptions, distinctions, missions..) ? Ces thématiques pourraient alors dresser un portrait plus « intime » de l'histoire diplomatique et de ses interactions avec la vie privée et familiale.

Prolongeant cette réflexion, on pourrait ensuite, fidèle à une approche transnationale, s'interroger sur le travail d'adaptation que ces femmes diplomates (ou de diplomates) devaient accomplir, à chaque nouvelle prise de poste à l'étranger, ne serait-ce qu'en termes de maîtrise des langues. Comment gérer l'éducation des enfants à l'international ? Quelles étaient leurs pratiques de l'interculturel, y compris leur perception de soi et celle de l'étranger, nées souvent de leurs réseaux créés par-delà les frontières ? Quelle était leur place dans la diplomatie culturelle ? A travers des trajectoires biographiques, il serait intéressant de comprendre comment différentes générations de femmes ont analysé et mesuré leur pouvoir social et/ou leur pouvoir d'influence dans différents pays : était-ce plus facile dans tel pays plutôt que dans un autre ? Et si oui, pour quelles raisons ?

Enfin, un dernier axe de travail, dédié à l'histoire du travail diplomatique proprement dit, pourrait s'ouvrir aux femmes dans leur grande diversité de métiers, que ce soit dans des fonctions administratives, ou encore celles liées à la traduction et à l'interprétariat. Loin de se réduire uniquement à une histoire des « élites », il serait alors fructueux de souligner la grande variété des activités des femmes, le sens qu'elles attribuaient à leurs missions et les limites fixées à leurs actions : quelles étaient leurs marges de manœuvre (engagement associatif/militant), leurs réseaux, leurs influences, souvent en marge du pouvoir ? Comment s'effectuaient leur formation, leur sélection et leur avancement ? Dans ce cadre, avaient-elles à affronter des stéréotypes liés à leur féminité ? A quels instruments de médiation avaient-elles recours (nouvelles pratiques diplomatiques, sociabilités informelles, négociations interculturelles...) afin de jouer leur rôle dans le jeu des relations internationales ? Dans quelle mesure ont-elles pu faire avancer la cause des droits des femmes dans les organisations internationales ? L'enjeu serait alors de produire une histoire moins visible, plus discrète, aussi par « le bas », des formes plurielles que recouvre le terme de « diplomatie féminine ».

La Journée d'étude se déroulera le 14 mai 2024 à l'université de Rennes 2. Les interventions dureront environ 20 minutes. Vous êtes invités à soumettre vos propositions (un projet d'environ 3000 signes et notice biographique) jusqu'au 31 décembre 2023 aux coordinateurs de la journée : Dorothea Bohnekamp, Professeur en histoire contemporaine à l'université Rennes 2, DBohnekamp@aol.com ou Luc Chantre, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Rennes 2 : luc.chantre@hotmail.fr.